

COMMUNE DE
MARTILLAC



HAUTES TERRES DES GRAVES

Marché « Assurances »

LOT N° 6

Assurances des Risques Statutaires

**Marché en MAPA établi selon les articles L.2123
et articles R.2123-1 à R2161-7 du code de la Commande Publique**

COMMUNE DE MARTILLAC

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Prise d'effet :	01/01/2023
Durée maximale du marché :	48 mois
Résiliation :	annuellement
Préavis :	6 mois

Lot N° 6

Risques Statutaires des Agents affiliés à la CNRACL et à l'IRCANTEC

PLAN

TITRE I - CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

TITRE I - 1 - CLAUSES ADMINISTRATIVES (CCAP)

TITRE I - 2 - CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

I – 2 – 1 – PRESENTATION (TITRE III – ANNEXES)

I – 2 – 2 – GARANTIES, MONTANT, FRANCHISES

TITRE II - ACTE D'ENGAGEMENT

TITRE III – ANNEXES : LISTE DES AGENTS, ANTECEDENTS

TITRE IV – ATTESTATION DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE,

TITRE I - CAHIER DE CLAUSES PARTICULIERES

I- 1 - CLAUSES ADMINISTRATIVES « CCAP »

ASSURE : COMMUNE DE MARTILLAC

OBJET DU CONTRAT.

Le contrat a pour objet de garantir à l'Assuré tout ou partie des prestations restant à sa charge en application des dispositions du statut de la fonction publique régissant la protection sociale de ses agents affiliés à la CNRACL et à l'IRCANTEC.

DISPOSITIONS GENERALES.

1. Le contrat prend effet le : 01/01/2023
 2. Le contrat est prévu pour une durée maximale de 24 mois à compter du 01/01/2023. Le contrat est d'une durée d'une année, il est reconductible 1 fois à l'initiative de l'assuré et avant l'échéance annuelle, **sauf dénonciation par le pouvoir adjudicateur ou le porteur de risque à chaque échéance annuelle du 1^{er} janvier moyennant préavis de six mois par LR avec AR.**
 3. Le contrat est exécuté en Euros « € », quelle que soit l'unité monétaire de l'offre. Tous les documents sont rédigés en français, quelle que soit leur nature.
 4. Le contrat est intangible dès la signature par les parties, la procédure ayant permis au Titulaire d'être réputé avoir pris connaissance en détail des risques à couvrir. Les documents du marché sont les suivants, dans l'ordre de prévalence décroissante, les originaux figurant aux archives du Pouvoir Adjudicateur font seule foi :
 - Acte d'engagement et annexes, Formulaire réponse/Annexe à l'acte d'engagement (cotation),
 - CCAP, CCTP,
 - Antécédents.
 - Conditions particulières et conditions générales de l'assureur.
 5. A défaut de parvenir à un accord amiable et avant de saisir la juridiction compétente, les parties conviennent de saisir le comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges (CCIRAL), chargé de trouver une solution amiable et équitable (conformément à l'article R2197-1 du code de la commande publique) pour les litiges nés de l'exécution du marché.

Une fois l'avis du comité rendu et notifié dans les 6 mois de sa saisine, sauf prolongation, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 3 mois pour signifier au titulaire son acceptation ou son rejet. Si les parties décident de se conformer à l'avis rendu, elles peuvent conclure une transaction ou signer un avenant, si cela est juridiquement possible.
- Le Tribunal administratif de BORDEAUX 9 rue TASTET 33000 BORDEAUX** est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de ce marché.
6. A chaque échéance, le Titulaire du contrat produit les certificats fiscaux et sociaux pour l'exercice qui s'ouvre. Il en est de même pour les agréments professionnels à leur renouvellement.

De plus, si le titulaire utilise l'intermédiation il est demandé à chaque échéance :

 - pour les agents généraux d'assurance : copie du mandat, certificats fiscaux et sociaux, ou déclaration sur l'honneur correspondante.
 - pour les courtiers dûment mandatés : une copie du mandat pour agir de la compagnie ; une attestation d'assurance d'une garantie financière et responsabilité civile professionnelle en cours de validité conformément aux articles L.530-1 & L.530-2 du Code des Assurances ; certificats fiscaux et sociaux, ou déclaration sur l'honneur correspondante et N° ORIAS.

7. Quelle que soit sa date d'apparition, le Titulaire est tenu d'informer le Pouvoir Adjudicateur de toute modification touchant les informations qu'il a données au moment de sa candidature. Il en est de même pour les agréments professionnels à leur renouvellement.
8. Le Titulaire et/ou son intermédiaire est tenu à la plus stricte confidentialité quant aux informations auxquelles il aurait accès.
9. Domicile du Titulaire = Siège social.
10. Dans l'hypothèse d'un contrat ayant fait appel à de la co-assurance, cette dernière se traduit comme un groupement de cotraitance sans solidarité.
11. Le courrier électronique non confirmé est un mode de transmission accepté pour le marché à venir pour les informations relatives à la gestion ordinaire.
12. Le présent marché, financé par les recettes propres de la section de fonctionnement du budget de l'EPCI. Au titre du présent marché, le délai de paiement s'entend comme commençant à la date d'arrivée de l'appel de fonds chez la personne désignée ci-après : **Commune de MARTILLAC** (sous réserves que celui-ci soit postérieur à la date d'échéance). Le paiement est considéré comme effectué le jour justifié par le payeur Départemental (décret 65-97, art 15).
13. Pour le présent marché, le délai de paiement est de 30 jours. Le titulaire est informé de la date et du montant de la somme en cours de paiement. En retour, le titulaire du marché informe l'assuré à la date à laquelle son compte a été crédité. Le paiement se fera par virement au moyen d'un mandat administratif. En cas de non-respect par l'assuré du délai de paiement décrit à l'article précédent, les intérêts moratoires sont dus au titulaire du marché, à l'initiative de l'assuré et sans autre formalité. Toutefois, le titulaire du marché peut faire constater par l'assuré l'existence de ce droit à son profit.
14. Les intérêts moratoires sont dus à compter du jour suivant l'expiration du délai contractuel de paiement. Au titre du présent marché, le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points, majoré de 40 €.
15. **De ce fait l'assureur renonce à suspendre ses garanties ou à résilier le contrat pour défaut de paiement.** Egalement l'assureur renonce à suspendre ses garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives, y compris le vote des dépenses **Le seul mode de résiliation possible est celui prévu à l'article 2 ci avant du CCAP.**
16. L'assureur reconnaît avoir une connaissance suffisante des risques et renonce à se prévaloir de toute déclaration supplémentaire, tant sur l'état que sur les modifications que l'assuré peut apporter à l'objet du contrat ou à son affectation. En conséquence l'assureur renonce à résilier le contrat pour aggravation de risque. **Le seul mode de résiliation possible est celui prévu à l'article 2 ci avant du CCAP. .**
17. Compte tenu des déclarations faites par la **Commune de MARTILLAC** en conformité à la circulaire du 24 décembre 2007- JO du 10 avril 2008, relative à la passation des marchés publics de services d'assurances Chapitre VI- « Titre B – Etat déclaratif de risque », l'assureur reconnaît avoir une connaissance suffisante des risques et renonce à se prévaloir de toute déclaration supplémentaire, il déroge à l'application de toutes sanctions et/ou règles proportionnelles et notamment celles définies aux articles L.113-8, L.113-9, L.121-5, L.172-2 et L.172-10 du Code des Assurances.
18. Les taux servant au calcul de la prime ou cotisation sont fixes pendant toute la durée du marché. Ils ne peuvent évoluer que si les textes législatifs et réglementaires venaient à être modifiés de manière importante remettant notamment en question le statut de la fonction publique.
19. L'assiette des cotisations et prestations comprendra :
- A titre principal : le traitement annuel brut soumis à retenue pour pension, la NBI,

- Le cas échéant et en fonction de l'option choisit par la **Commune de MARTILLAC** l'indemnité de résidence, le supplément familial, les indemnités accessoires maintenues pendant la période des arrêts de travail telles que primes ou autres, les charges patronales dans le cadre de l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984.

Une quittance provisionnelle calculée sur la base de l'année précédente (N-1) est appelée par l'assureur en début d'année d'assurance. A la clôture de l'exercice la régularisation de l'année en cours s'effectue sur la base de la masse salariale réelle concernée de l'année (N). Cette régularisation (complément ou remboursement) est effectuée au cours du 1^{er} trimestre de l'année à venir (N+1). Pour des besoins administratifs la Collectivité demandera au candidat attributaire des quittancements séparés.

20. La prime ou cotisation des échéances à venir est calculée comme indiquée en 20 ci-dessus.

En cas de non-respect du présent article par l'Attributaire, le Pouvoir Adjudicateur effectuera le mandatement sur la base provisoire des sommes prises en compte par lui.

NB : lorsque les sommes payées par le Pouvoir Adjudicateur sont différentes de celles qui seraient finalement dues à l'Attributaire, ce dernier pourra prétendre à des intérêts moratoires au taux légal, calculés sur la différence. De ce fait, l'assureur renonce à suspendre ses garanties ou à résilier le contrat pour défaut de paiement.

21. Compte tenu de la durée du marché et de la faculté de résiliation prévue en 2, l'assureur accepte de ne jamais qualifier la réassurance comme « sujétion technique imprévue » en respect de la législation et de la réglementation en vigueur à la date de la consultation.

22. Aucune contraction ne peut s'opérer entre prime et indemnisation.

23. Conformément à l'article L.113-2 - 4° du Code des Assurances, le délai de déclaration de sinistre est fixé d'un commun accord à 120 jours calendaires. Dans tous les cas l'assureur renonce à retenir la déchéance pour déclaration tardive, la seule sanction possible à l'égard de l'assuré étant une éventuelle réduction d'indemnité à laquelle il a droit et sous réserve que l'assureur établisse que le retard dans la déclaration lui a causé un préjudice.

24. Le présent contrat est exécuté en application des clauses des documents énumérés en 5, lesquelles prévalent sur les conditions générales et/ou spéciales que l'assureur attributaire aurait pu joindre à son acte d'engagement. D'une manière générale, et en cas de silence de ces documents, les conditions générales et/ou spéciales de l'assureur attributaire ne seront applicables que lorsqu'elles seront plus favorables à l'assuré. A défaut, il sera fait application du Code des Assurances, et de la réglementation en vigueur sur les marchés publics.

25. Le présent contrat est soumis à l'application de la Loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001, portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier (MURCEF).

26. Les données essentielles du marché seront publiées, conformément aux dispositions de l'article R2196-1 du code de la commande publique, et l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux données essentielles dans la commande publique.

Ainsi, les acheteurs devront publier sur leur profil d'acheteurs (sur le site <https://webmarche.solaere.recia.fr>) les données essentielles du marché qui seront en accès libre, direct et complet. Ces données comprennent notamment :

- le numéro d'identification unique attribué au marché public et les données relatives à son attribution (la date de notification du marché public, la nature et l'objet du marché, l'identification du titulaire et son numéro d'inscription au répertoire des entreprises etc.),
- ainsi que chaque modification réalisée. Si le marché public est modifié en cours d'exécution, l'acheteur devra également publier la durée modifiée du marché public, le montant HT modifié en euros du marché public ou encore le nom du nouveau titulaire en cas de changement.

27. Le titulaire s'engage à respecter la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles et notamment les dispositions de la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement général sur la Protection des données (Règlement UE 2016/679) désigné RGPD. Le titulaire s'engage également à sécuriser les données personnelles collectées et à ne pas les divulguer en dehors des acteurs de cette prestation.

28. Le titulaire certifie, respecter la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles et notamment les dispositions de la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et le Règlement général sur la Protection des données (Règlement UE 2016/679) désigné par « RGPD ».

Dans le cadre du présent marché public, le titulaire s'engage à :

- garantir un niveau de protection élevé des données personnelles qu'il traite pour le compte de la **Commune de MARTILLAC**, respecter la réglementation applicable à l'ensemble des traitements de données personnelles qu'il met en œuvre.

Plus particulièrement, le titulaire s'engage notamment à respecter les principes suivants :

- les données personnelles sont traitées de manière licite, loyale et transparente (licéité, loyauté, transparence) ;
- les données personnelles sont collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne sont pas traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités (limitation des finalités) ;
- les données personnelles sont conservées de manière adéquate, pertinente et sont limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (minimisation des données) ;
- les données personnelles sont exactes, tenues à jour et toutes les mesures raisonnables sont prises pour que les données inexactes, eu égard aux finalités pour lesquelles elles sont traitées, soient effacées ou rectifiées sans tarder (exactitude). »

Le titulaire met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque inhérent à ses opérations de traitement, répondre aux exigences réglementaires et protéger les droits et les données des personnes concernées dès la conception des opérations de traitement.

Par ailleurs, le titulaire impose contractuellement le même niveau de protection des données personnelles à ses sous-traitants (prestataires, fournisseurs, etc.).

Le titulaire s'engage à alerter la **Commune de MARTILLAC**. En cas de violation de données dès qu'il en a connaissance et à accompagner la **Commune de MARTILLAC**. Afin de résoudre le problème d'une part et effectuer la notification à la CNIL dans un délai de 72h d'autre part.

Le titulaire s'engage à coopérer avec la **Commune de MARTILLAC** pour répondre aux personnes en cas de demande d'exercice de droits celles-ci, dans le délais imparti (1 mois).

Enfin, le titulaire s'engage à respecter tout autre principe s'imposant au regard de la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles, et plus précisément concernant les droits conférés aux personnes intéressées, les durées de conservation des données personnelles ainsi que les obligations relatives aux transferts transfrontaliers de données personnelles.

29. En application des dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires avec le titulaire, et ce, sans publicité ni mise en concurrence préalables...

30. Pour sa facturation annuelle le titulaire fera apparaître clairement le mode de calcul de la nouvelle prime en indiquant les évolutions indiciaires ainsi que les variations de l'assiette de calcul du coût des garanties.

1. Dans le cadre de marchés publics, l'obligation faite aux entreprises de transmettre des factures dématérialisées à leurs clients publics doit être mise en œuvre selon les modalités suivantes :

- une plateforme est mise à leur disposition : Chorus Pro. Le titulaire du marché devra donc prendre toutes les mesures nécessaires pour se conformer aux dispositions législatives concernant la dématérialisation de ses factures.

Tout appel à cotisation parvenant par un autre mode sera rejeté.

Le titulaire devra adresser sa facturation via CHORUS PRO à chacune des entités suivantes :

- **Commune de MARTILLAC** n° SIRET 213 302 748 00016

I- 2 - CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES « CCTP »

I-2-1- Présentation

I-2-2- Garanties, Montant, Franchises

I-2-2-1 DISPOSITIONS GENERALES

Dès lors qu'il répondra à la consultation, l'assureur acceptera d'accorder la garantie dans les conditions strictement définies au dit Dossier de consultation et en respect du règlement de consultation.

L'assureur devra dans sa proposition, détailler les dispositions tarifaires, garantie par garantie, option par option en précisant les différentes combinaisons de souscription possibles.

I-2-2-2 OBJET DU CONTRAT

Le contrat aura pour objet de garantir à la **Commune de MARTILLAC**, le remboursement en tout ou partie des charges lui incombant, en application des textes régissant le statut de ses agents permanents titulaires et stagiaires, en cas de décès, d'incapacité de travail, d'accident ou de maladie imputable au service. **Le contrat doit représenter à tout moment au minimum le statut.**

Pourront être souscrites au titre du contrat les garanties suivantes :

- A- Décès,
- B- Accidents imputables au service - Maladies Professionnelles,
- C- Congés de longue maladie - Congés de longue Durée
- D- Maladie ordinaire et accident de la vie privée,
- E- Disponibilité pour maladie - Invalidité – Temps partiel thérapeutique - Infirmité de guerre - Majoration pour tierce personne,
- F- Maternité, paternité, adoption
- G- Frais funéraires,
- H- Revalorisation
- I- Indemnités accessoires, (option)
- J- Charges patronales (option).

I-2-2-2 A- POPULATION ASSUREE

L'assurance concernera obligatoirement l'ensemble des agents de la **Commune de MARTILLAC**, affiliés à la C.N.R.A.C.L et/ou détachés d'une administration de l'Etat qui en activité normale de service supporte la charge statutaire des risques courus, et en option l'ensemble des agents de la **Commune de MARTILLAC**, affiliés à l'IRCANTEC. La garantie doit être acquise au cours de tous déplacements et dans le monde entier. L'objet du contrat sera de garantir la **Commune de MARTILLAC** pour ses obligations statutaires vis-à-vis de ses agents ; l'assuré sera donc l'Etablissement Public et non pas les agents.

Le contrat aura donc pour objet de garantir au minimum l'intégralité des obligations statutaires de l'Etablissement Public.

Le contrat actuellement en cours est souscrit auprès de la CNP. Il s'agit d'un contrat géré en capitalisation.

I-2-2-2 B- VALIDITE DU MARCHE, EFFET & CESSATION DES GARANTIES

a) Validité du marché, validité de l'offre

Pour chacun des Agents la garantie s'appliquera :

- Dès la prise d'effet du contrat lorsque l'agent est en activité.
- Lorsque l'agent est en arrêt de travail ou en Temps partiel thérapeutique à la date de la prise d'effet du contrat, dès la fin de l'arrêt précédent.
- Dès le jour où l'agent figure dans les effectifs de la Collectivité lorsqu'il fait l'objet d'un transfert d'une autre collectivité postérieurement à la date de prise d'effet du contrat et ce sans déclaration préalable.
- Dès le jour où l'agent figure dans les effectifs de l'EPCI lorsqu'il est recruté postérieurement à la date de prise d'effet du contrat et ce sans déclaration préalable.

b) Cessation des garanties

Pour chacun des agents les garanties cesseront :

- à la date à laquelle l'agent ne fait plus partie des effectifs de la Collectivité.
- à la date de liquidation de la retraite.
- à la date d'effet de résiliation du contrat souscrit par la **Commune de MARTILLAC**, étant entendu que la garantie restera acquise pour les sinistres en cours (régime capitalisation titre I-2-2-2 C- a 5).

Précision : Il est précisé que les garanties dont l'origine date de la période d'activité au sein de la Collectivité lui restent acquises (sous réserves qu'après expertise médicale, elles soient en relation avec l'évènement gestion par capitalisation).

I-2-2-2 - C- GESTION, PROPOSITION, ELEMENTS DE TARIFICATION

a) Assiette de tarification & prestations

a-1- Le montant des salaires versés pour les agents affiliés CNRACL (masse salariale 2021 et hors charges patronales) a été de : **505054 €** et comprend TBI + NBI + SFT + primes.

Le montant des salaires versés pour les agents affiliés IRCANTEC (masse salariale 2021 et hors charges patronales) a été de **491 795 €** et comprend TBI + NBI + SFT + primes

a-2- Conformément au décret 62-765 du 6 juillet 1962 portant règlement de la comptabilité publique et pour le calcul des prestations, chaque mois comptera pour 30 jours.

a-3- Nombre d'agents et Age moyen de tous les agents affiliés à la CNRACL et à l'IRCANTEC.
(Voir Etat des Agents et antécédents en fichier annexe)

a-4- Les taux de cotisation présentés par l'assureur devront tenir compte :

- D'une gestion en CAPITALISATION, et plus précisément en cas de résiliation du contrat, l'assureur s'engage à garantir toutes les prestations y compris revalorisations, mis à la charge de la **Commune de MARTILLAC** pour tous les sinistres survenus pendant la période de validité, y compris celles dues postérieurement à la résiliation du contrat (voir paragraphe I-2-2-2 B c cessation des garanties). Cette disposition s'applique également pour les frais médicaux et pharmaceutiques, quelle que soit la situation de l'agent concerné, notamment en cas de reprise du travail ou de mise à la retraite (anticipée ou non).
- D'une possibilité de souscription de toutes ou partie des garanties en respect du TITRE I-2-2-2 "Objet du contrat".

a-5- l'assureur fera une proposition quant aux modalités de délai de déclaration qui ne pourra être inférieur à 120 jours. De la même façon l'offre devra inclure les prestations complémentaires qu'il accorde dans le cadre de sa gestion. De ce fait, il remettra une fiche de présentation de la gestion des sinistres (plateforme dédiée, prévention).

Egalement, il précisera les autres prestations qu'il entend accorder notamment d'assistance thérapeutique et/ou psychologique. Les prestations d'assistance thérapeutique et/ou psychologique qui pourraient être proposées doivent impérativement être étendues aux bénéficiaires dans le cadre de leur activité, qu'il soit témoin ou victime.

a-6- l'assureur présentera ses outils permettant à la collectivité publique une gestion dématérialisée du marché à venir.

b) Engagements

b-1- Statistiques - L'assureur qui sera choisi s'engage à fournir à la **Commune de MARTILLAC**, au plus tard dans les 90 jours après l'échéance principale les résultats des sinistres par catégorie de risque.

S'il met les éléments ci-dessus à disposition de la **Commune de MARTILLAC**, sous forme de support informatique, cela ne pourra être effectué que dans une configuration compatible avec l'outil informatique de la **Commune de MARTILLAC**, et en accord avec elle.

b-2- Prévention - Contrôles médicaux - L'assureur qui sera choisi devra proposer à la **Commune de MARTILLAC** toutes suggestions en matière de prévention. **Il en sera de même en matière de contrôles médicaux.** Toutes initiatives en ce sens ne pourront être mises en place que dans un partenariat total avec la **Commune de MARTILLAC**, et en accord avec l'assureur. Dans l'hypothèse où la **Commune de MARTILLAC** choisit de se garantir pour le risque Maladie ordinaire, il **pourra effectuer des contrôles médicaux suite à des arrêts maladie ordinaire de quelque durée qu'ils soient.** Il est à noter que tout contrôle médical sera à la charge de l'assureur.

b-3- Frais Médicaux, pharmaceutiques, hospitalisation et chirurgie.

Les frais relatifs aux accidents de travail ou maladies professionnelles seront réglés dans un délai maximum de 15 jours directement par l'assureur aux prestataires médicaux. A cet effet l'assureur transmettra les imprimés de prise en charge adéquats.

Les frais relatifs aux accidents de travail ou maladies professionnelles pourront bénéficier du système de « tiers payant ».

Page 8 sur 24

b-4- Déclaration des sinistres

Lors de la déclaration d'un sinistre, s'il manque un document parmi les pièces transmises par la Commune, l'assureur s'engage à en informer le pouvoir adjudicateur sous 15 jours maximum.

b-5- Paiement

Une fois les justificatifs fournis, l'assureur s'engage à effectuer les paiements dans un délai de 15 jours maximum.

En cas de transformation du risque maladie ordinaire en congé longue maladie, congé de longue durée ou maladie professionnelle, l'assureur remboursera la franchise lorsqu'elle est moins favorable à l'assuré

1

c) Reprise du passé connu

Sans objet. Le contrat en cours étant géré en capitalisation.

d) Reprise du passé inconnu

d-1 Définition

Il s'agit de toutes les prestations dont la **Commune de MARTILLAC** n'a pas connaissance lors de l'établissement du présent dossier de consultation, mais qui peuvent également trouver leur origine dans des faits antérieurs à celle-ci.

C'est le cas notamment des rechutes éventuelles qui seront à prendre au titre de ce poste.

d-2 Garantie

Cette garantie ne devrait intervenir que dans le cas où l'ancien assureur refuserait la prise en charge d'un sinistre au-delà de cette date. En conséquence, l'assureur s'engage à accorder systématiquement la garantie "reprise du passé inconnu".

Dans cette hypothèse et sur justificatif du refus, le nouvel assureur après avoir pris en charge le sinistre sera systématiquement mandaté par la **Commune de MARTILLAC** pour effectuer auprès de l'ancien assureur, toutes les démarches indispensables en vue d'obtenir le remboursement des sommes payées par lui. A cet effet, la **Commune de MARTILLAC** tiendra à disposition du nouvel assureur tous les documents indispensables au recours.

Très Important

Tout arrêt qui pourrait être qualifié de rechute sera considéré comme « passé inconnu » et sera couvert sans aucune exclusion par le nouvel assureur ; à charge pour lui d'entamer un recours auprès du précédent assureur s'il le juge nécessaire.

e) Assistance Psychologique

Il s'agit de garantir à l'assuré la prise en charge des dépenses rendues nécessaires à la suite d'un traumatisme psychologique survenu dans le cadre de ses fonctions, suite à agression corporelle, verbale, événement à caractère exceptionnel, menaces, mise en examen, placement en garde à vue (cette liste n'étant pas limitative). Par assistance psychologique il faut entendre non seulement le soutien téléphonique, mais surtout la pratique de séances individuelles ou collectives auprès de psychothérapeutes ou organisme équivalent.

I-2-2-3 ELEMENTS TECHNIQUES

ANTECEDENTS

1 -GARANTIES / HISTORIQUE

La **Commune de MARTILLAC** est actuellement titulaire :

D'un contrat souscrit auprès de la **CNP**, garantissant les risques :

Pour les agents titulaires ou stagiaires affiliés à la CNRACL

- Décès	
- Accidents et maladies imputables au service	0 J
- CLD/CLM	0 J
- Maladie ordinaire ou accidents de la vie privée	10 J
- Maternité, Paternité, adoption	0 J

Assiette de cotisation : **505 054 €**

Pour les agents titulaires ou stagiaires affiliés à l'IRCANTEC. NON ASSURES A CE JOUR

- Accidents du travail et maladies professionnelles	0 J
---	-----

- CLD/CLM	0 J
- Maladies ordinaires	10 J
- Maternité/Paternité	0 J
Assiette de cotisation : 491 795 €	

2 - SINISTRALITE :

VOIR ANNEXE ANTECEDENTS (SOUS RESERVE DE TRANSMISSION DE L'ACCORD DE CONFIDENTIALITE POUR LES SEULS CANDIDATS RETENUS)

I-2-2-4 OBJET DE L'ASSURANCE

Les GARANTIES

I-2-2-4 -1 POUR LES AGENTS TITULAIRES OU STAGIAIRES AFFILES A LA CNRACL

A - DECES

A1- Définition

La garantie aura pour objet le remboursement à la **Commune de MARTILLAC** du capital décès versé aux ayants droit, en cas de décès d'un agent survenant en cours d'assurance.

A2- Prestations

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, le montant du capital remboursé sera fixé comme suit :

-A2-1- Agents décédés avant l'âge légal d'ouverture des droits à la retraite

Le capital devra être égal au montant forfaitaire devant être versé selon la réglementation en vigueur.

-A2-2- Agents titulaires plus âgés que l'âge légal d'ouverture des droits à la retraite - Stagiaires

Le capital devra être égal au montant forfaitaire devant être versé selon la législation en vigueur.

A3- Cas particuliers

- A3-1- Décès consécutif à un attentat ou à un acte de dévouement

Si l'agent décède à la suite d'un attentat, d'une lutte dans l'exercice des fonctions ou d'un acte de dévouement dans un intérêt public ou pour sauver la vie d'une ou plusieurs personnes, un capital égal à celui défini ci-dessus sera versé trois années consécutives, respectivement au décès de l'agent puis au 1^{er} et au 2^{ème} anniversaire du décès. Chaque enfant bénéficiaire du capital décès recevant une somme forfaitaire complémentaire.

- A3-2- Décès consécutif à un accident de service ou une maladie professionnelle

En cas d'accident de service ou de maladie professionnelle, le capital décès est égal à 12 fois le montant du dernier traitement indiciaire brut mensuel du défunt.

- A3-3- Agent à temps partiel

Le capital versé devra être égal à la totalité du traitement annuel brut afférent à l'emploi, au grade et échelon, augmenté de l'indemnité de résidence et le cas échéant des indemnités accessoires.

- A3-4- Agent permanent à temps non complet affilié à la CNRACL

Le capital versé devra être égal au traitement annuel brut augmenté de l'indemnité de résidence et le cas échéant du montant des indemnités accessoires, calculé au prorata du nombre d'heures effectuées.

A4- Majoration

Le montant du capital défini aux articles ci-dessus devra être le cas échéant majoré par enfant à charge (au sens du code général des Impôts) de 3% du traitement brut annuel correspondant à l'indice brut 585. Cette majoration n'est pas applicable aux agents plus âgés que l'âge légal d'ouverture des droits à la retraite, et aux agents stagiaires.

A5- Exclusions

Le contrat ayant pour objet de garantir la **Commune de MARTILLAC** face à ces obligations statutaires, l'assureur se déclare informé de ces obligations et accepte de ne pas opposer aux assurés les exclusions prévues au Code des Assurances telles que suicide, alcoolisme, guerre, risque nucléaire... si elles devaient être contraires aux engagements statutaires de la **Commune de MARTILLAC** vis à vis de ses agents.

B - ACCIDENTS IMPUTABLES AU SERVICE - MALADIES PROFESSIONNELLES

B-1- Indemnités journalières

Le montant devra être de 1/30^{ème} du traitement mensuel brut, de l'indemnité de résidence et du supplément familial, augmenté le cas échéant et selon l'option retenue par la **Commune de MARTILLAC** des Indemnités accessoires et des charges patronales.

Le service des indemnités journalières commence après application de la franchise suivant l'option retenue et prend fin à la reprise de fonction de l'intéressé ou à sa mise à la retraite.

B-2- Franchises

Les propositions du contrat devront tenir compte des options ci-après :

- Option 1 : 0 j

B-3- Prestations Natures

Il s'agit de tous les frais médicaux, pharmaceutiques, chirurgicaux, dentaires, d'hospitalisation, lunetteries...

Le remboursement par l'assureur interviendra sur les bases définies pour les fonctionnaires de l'Etat (circulaire FPT n° 3 du 13 mars 2006) et/ou sur les bases de la législation en vigueur si cette dernière est plus favorable à la **Commune de MARTILLAC**

Le règlement par l'assureur sera effectué comme indiqué au **I-2-2-2-C b3**. En cas de mise en retraite de l'agent, les remboursements de frais médicaux se poursuivent.

Les frais relatifs aux accidents imputables au service ou maladies professionnelles pourront bénéficier du système de « tiers payant ».

C- CONGES DE LONGUE MALADIE - CONGES DE LONGUE DUREE

C1- Définition

La garantie aura pour objet le remboursement à la **Commune de MARTILLAC** des indemnités dues aux agents qui se trouvent placés, à la suite de maladie ou d'accident survenu en cours d'assurance et après avis du Comité médical départemental ou sur décision de la Commission de Réforme, dans l'une des situations énoncées aux articles C2-1 et C2-2 ci-après.

Important : l'EPCI n'étant pas lié par les avis émis par le comité médical et la commission de réforme, l'assureur ne pourra conditionner ses remboursements à l'avis conforme de ces instances.

C2- Prestations

Le montant de l'indemnité journalière sera calculé comme suit :

C2-1- Congés de longue maladie

C2-1-1- pendant la 1^{ère} année d'arrêt de travail :

Le 1/30^{ème} du traitement mensuel brut, de l'indemnité de résidence et du supplément familial

C2-1-2- pendant les deux années suivantes :

Le 1/30^{ème} du demi-traitement mensuel brut, de l'indemnité de résidence et du supplément familial.

C2-2- Congés de longue durée

C2-2-1- pendant les trois premières années d'arrêt de travail :

Le 1/30^{ème} du traitement mensuel brut, de l'indemnité de résidence et du supplément familial

C2-2-2- pendant les deux années suivantes :

Le 1/30^{ème} du demi traitement mensuel brut, de l'indemnité de résidence et du supplément familial.

C-3- Franchise

Les propositions du contrat devront tenir compte des options ci-après :

- Option 1 : 0 J

D- MALADIE ORDINAIRE ET ACCIDENT DE LA VIE PRIVEE

D1- Définition

La garantie aura pour objet le remboursement à la **Commune de MARTILLAC** à l'expiration d'une période de franchise définie à l'article D3 ci-après, des indemnités dues aux agents se trouvant en incapacité de travail à la suite d'une maladie ou d'un accident non professionnel

D2- Prestations

Le montant de l'indemnité journalière versée, après application de la franchise définie à l'article E3 ci-après devra être fixé de la façon suivante :

D2-1-Pendant les trois premiers mois de l'arrêt :

Le 1/30^{ème} du traitement mensuel brut, de l'indemnité de résidence et du supplément familial

D2-2-Pendant les neuf mois suivants :

Le 1/30^{ème} du demi traitement mensuel brut, de l'indemnité de résidence et du supplément familial.

Le cas échéant en fonction de l'option choisie par la Commune de MARTILLAC l'assureur remboursera les indemnités accessoires maintenues par la Commune de MARTILLAC pendant les arrêts de travail.

D-3- Franchises

Les propositions du contrat devront tenir compte des options ci-après :

- Option 1 : franchise fixe de 0 J par arrêt

- Option 2 : franchise fixe de 10 J par arrêt
- Option 3 : franchise fixe de 20 J par arrêt
- Option 4 : franchise fixe de 30 J par arrêt

En cas de transformation du risque maladie ordinaire en congé longue maladie, congé de longue durée ou maladie professionnelle, l'assureur remboursera la franchise lorsqu'elle est moins favorable à l'assuré.

E - DISPONIBILITE POUR MALADIE - INVALIDITE - TEMPS PARTIEL THERAPEUTIQUE - INFIRMITE DE GUERRE - MAJORATION POUR TIERCE PERSONNE

E1- Définition

La garantie aura pour objet le remboursement de la **Commune de MARTILLAC** des indemnités dues aux agents qui se trouvent placés, à la suite de maladie ou d'accident survenu en cours d'assurance dans l'une des situations énoncées aux articles E2-1, E2-2, E2-3, E2-4 et E2-5 ci-après.

E2- Prestations

E2-1- Temps partiel thérapeutique

Pendant une durée maximale de 3 mois renouvelable trois fois : 1/30^{ème} du demi-traitement mensuel brut, de la demi-indemnité de résidence et du demi-supplément familial.

E2-2- Disponibilité

Jusqu'à la fin de la 3^{ème} année d'interruption de travail : 1/30^{ème} du demi-traitement mensuel brut, et de la demi-indemnité de résidence et 1/30^{ème} du supplément familial, le tout dans la limite de 50% du salaire journalier plafond de la sécurité sociale.

E2-3- Infirmité de guerre

Pendant deux années maximums : 1/30^{ème} du traitement mensuel brut, de l'indemnité de résidence et du supplément familial.

E2-4- Invalidité

E2-4-1-Invalides du 1^{er} groupe

(Invalides capables d'exercer une activité rémunérée)

1/30^{ème} des 30% du traitement mensuel brut, et de l'indemnité de résidence, dans la limite de 30% du salaire plafond de la tranche A de la Sécurité Sociale, et la totalité du supplément familial.

E2-4-2-Invalides du 2^{ème} groupe

(Invalides dans l'impossibilité d'exercer une activité rémunérée)

1/30^{ème} du demi-traitement mensuel brut, et de la demi-indemnité de résidence, dans la limite de 50% du salaire plafond de la tranche A de la Sécurité Sociale, et la totalité du supplément familial.

E2-4-2-Invalides du 3^{ème} groupe

(Invalides dans l'incapacité absolue d'exercer une profession et dans l'obligation d'avoir recours à une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie)

1/30^{ème} du demi-traitement mensuel brut, et de la demi-indemnité de résidence, dans la limite de 50% du salaire plafond de la tranche A de la Sécurité Sociale, et la totalité du supplément familial, augmentée de la majoration pour tierce personne (voir C3 ci-après).

Les indemnités versées au titre de la garantie C2-6-Invalidité prendront fin dès la reprise de fonction, la mise à la retraite ou au plus tard lorsque l'agent atteint l'âge légal de la retraite.

E2 -5- Majoration pour tierce personne

Dans le cas où l'état de l'agent a été reconnu par la Commission de Réforme comme nécessitant l'assistance d'une tierce personne, et ce quelle que soit sa position statutaire (en activité, en congé maladie ordinaire, de longue maladie, de longue durée, en disponibilité ou en invalidité temporaire) l'assureur remboursera à la **Commune de MARTILLAC**, la majoration pour tierce personne. Le montant de cette majoration sera égal à 1/30^{ème} des 40% du traitement mensuel brut et de l'indemnité de résidence, sans pouvoir être inférieur au montant fixé par l'article R341- 6 du Code de la Sécurité Sociale.

Cette majoration sera servie au titre des seuls états pathologiques survenus en cours d'assurance et sera suspendue pendant les éventuelles périodes d'hospitalisation conformément à l'article 6 du décret n° 60.58 du 11 janvier 1960.

Le cas échéant en fonction de l'option choisie par la Commune de MARTILLAC l'assureur remboursera les indemnités accessoires maintenues par la Commune de MARTILLAC pendant les arrêts de travail.

F- MATERNITE, PATERNITE, ADOPTION

F1- Définition

En cas de maternité/paternité et d'adoption, l'assureur remboursera la **Commune de MARTILLAC** pendant la période légale augmentée éventuellement du congé spécial pour grossesse et couches pathologiques les indemnités dues aux agents se trouvant dans cette situation.

F2- Prestations

Le montant de l'indemnité journalière versée sera égal au 1/30^{ème} du traitement mensuel brut, de l'indemnité de résidence et du supplément familial.

Le cas échéant en fonction de l'option choisie par la Commune de MARTILLAC l'assureur remboursera les indemnités accessoires maintenues par la Commune de MARTILLAC pendant les arrêts de travail.

F-3- Franchise

Les propositions du contrat devront tenir compte d'une proposition sans franchise.

G - FRAIS FUNERAIRES

En cas d'accident ou de maladie suivi de décès, versement des frais funéraires, dans la limite des frais exposés, et sans que leur montant puisse excéder le maximum fixé par la réglementation prévue en matière d'accident de travail.

Les frais de transport du corps du lieu de l'accident ou du décès à la résidence de la victime, lorsque celle-ci est décédée au cours d'un déplacement effectué dans l'exercice de ses fonctions, sont également pris en charge.

H - REVALORISATION

Les prestations versées au titre des garanties souscrites sont revalorisées en fonction de l'augmentation générale des traitements de la Fonction Publique et des éventuels avancements de l'agent.

I - REMUNERATIONS ACCESSOIRES

En option, cette garantie a pour objet le remboursement à la **Commune de MARTILLAC** des rémunérations accessoires perçues par les agents sous forme de complément de salaire (notamment les primes). Il s'agit généralement des rémunérations accessoires maintenues par la **Commune de MARTILLAC** pendant les arrêts de travail.

J - CHARGES PATRONALES

En option, cette garantie a pour objet le remboursement intégral à la **Commune de MARTILLAC** des cotisations sociales dont la **Commune de MARTILLAC** est redevable conformément à la réglementation en vigueur (part patronale). Lorsque cette option est souscrite, les indemnités versées par l'assureur au titre des garanties souscrites sont majorées du montant de ces charges.

Le candidat précisera si l'assiette de cotisation se fera sur les charges patronales réelles ou sur un pourcentage.

PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE 1 (PSE 1): IRCANTEC

I-2-2-4-2 POUR LES AGENTS TITULAIRES, NON TITULAIRES OU STAGIAIRES AFFILIES A L'IRCANTEC

I-2-2-4 -2-A- AGENTS NON TITULAIRES AFFILIES A L'IRCANTEC

A-1-ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES.

- Ancienneté < à 1 an : 1^{er} mois : 1/360 du traitement annuel brut + IR + SF, déduction faite des prestations versées par la Sécurité Sociale.

- Ancienneté de 1 à 2 ans inclus : 1^{er}, 2^{ème} mois : 1/360 du traitement annuel brut + IR + SF, déduction faite des prestations versées par la Sécurité Sociale.

- Ancienneté 3 ans : 1^{er}, 2 & 3^{ème} mois : 1/360 du traitement annuel brut + IR + SF, déduction faite des prestations versées par la Sécurité Sociale.

A-2-CLD/CLM (*)

- Ancienneté requise minimum 3 ans : 1^{ère} année : 1/360 du traitement annuel brut + IR + SF, 2 & 3^{ème} année : 1/720 du traitement annuel brut + IR + SF.

(*) Pour les agents effectuant + de 200 heures par trimestre l'indemnité est diminuée des prestations versées par la Sécurité Sociale.

A-3-MALADIES ORDINAIRES (*)

- Ancienneté 4 mois : 1^{er} mois : 1/360 du traitement annuel brut + IR + SF, 2^{ème} mois : 1/720 du traitement annuel brut + IR + SF.

- Ancienneté 2 ans : 1^{er}, 2^{ème} mois : 1/360 du traitement annuel brut + IR + SF, 3 & 4^{ème} mois : 1/720 du traitement annuel brut + IR + SF.

- Ancienneté 3 ans : 1^{er}, 2 & 3^{ème} mois : 1/360 du traitement annuel brut + IR + SF, 4, 5 & 6^{ème} mois : 1/720 du traitement annuel brut + IR + SF.

(*) Pour les agents effectuant + de 200 heures par trimestre l'indemnité est diminuée des prestations versées par la Sécurité Sociale.

A-4-MATERNITE, PATERNITE, ADOPTION

- Ancienneté requise minimum 6 mois

Versement pendant la période légale (y compris congé spécial pour grossesse et couches pathologiques) : 1/360 du traitement annuel brut + IR + SF déduction faite des prestations versées par la Sécurité Sociale.

I-2-2-4 -2-B- AGENTS TITULAIRES A TEMPS NON COMPLET AFFILIES A L'IRCANTEC

B-1-ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES.

1^{er}, 2 & 3^{ème} mois : 1/360 du traitement annuel brut + IR + SF, déduction faite des prestations versées par la Sécurité Sociale.

B-2-CLD/CLM (*)

1^{ère} année : 1/360 du traitement annuel brut + IR + SF, 2 & 3^{ème} année : 1/720 du traitement annuel brut + IR + SF.

(*) Pour les agents effectuant + de 200 heures par trimestre l'indemnité est diminuée des prestations versées par la Sécurité Sociale.

B-3-MALADIES ORDINAIRES (*)

1^{er}, 2 & 3^{ème} mois : 1/360 du traitement annuel brut + IR + SF, 9 mois suivants : 1/720 du traitement annuel brut + IR + SF.

(*) Pour les agents effectuant + de 200 heures par trimestre l'indemnité est diminuée des prestations versées par la Sécurité Sociale.

C - REVALORISATION

Les prestations versées au titre des garanties souscrites sont revalorisées en fonction de l'augmentation générale des traitements de la Fonction Publique et des éventuels avancements de l'agent.

En cas de souscription cette garantie s'appliquera à la totalité des garanties choisies.

D -PSE 2 REMUNERATIONS ACCESSOIRES

En option, cette garantie a pour objet le remboursement à la **Commune de MARTILLAC** des indemnités accessoires perçues par les agents sous forme de complément de salaire. Il s'agit généralement des indemnités accessoires maintenues par la **Commune de MARTILLAC** pendant les arrêts de travail.

En cas de souscription cette garantie s'appliquera à la totalité des garanties choisies.

E – PSE 3 CHARGES PATRONALES

En option, cette garantie a pour objet le remboursement intégral de la **Commune de MARTILLAC** des cotisations sociales dont la **Commune de MARTILLAC** est redevable conformément à la réglementation en vigueur (part patronale).

Lorsque cette option est souscrite, les indemnités versées par l'assureur au titre des garanties accident du travail et maladies professionnelles sont majorées du montant de ces charges.

TITRE II - ACTE D'ENGAGEMENT

Commune de MARTILLAC

LOT N° 6

RISQUES STATUTAIRES

AGENTS CNRACL et IRCANTEC

ASSURE :

La COMMUNE DE MARTILLAC 33650

Représentée par son Maire en Exercice

ADRESSE :

**14 AVENUE CHARLES DE GAULLE
33650 MARTILLAC**

PERSONNALITE COMPETENTE :

M Le Maire de la COMMUNE DE MARTILLAC

PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS

M Le Maire de la COMMUNE DE MARTILLAC

ORDONNATEUR :

M. Le Maire de la COMMUNE DE MARTILLAC

COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS :

ARTICLE 1 – CONTRACTANT :

Je soussigné,

Nom, Prénom :

(Ci-dessus : référence de la personne habilitée par le porteur de risques)

Adresse professionnelle :

.....

Téléphone :Télécopie :

Agissant au nom et pour le compte de :

.....l'Entreprise d'assurance.

(Circulaire du 24 décembre 2007 - Rôle des Intermédiaires).

Forme juridique :Capital :

Siège social :

.....

Téléphone :Télécopie :

Immatriculation INSEE :

N° d'identification de l'Etablissement « SIRET »« APE »

N° d'inscription au registre du commerce et des sociétés.....

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Particulières de l'assurance « Risques statutaires » et des documents qui y sont mentionnés,

Et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations exigées en respect de la législation et de la réglementation en vigueur à la date de la consultation, m'engage, sans réserve et conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date de remise des offres sans actualisation quelle que soit la sinistralité entre la date de lancement de la présente procédure objet de la consultation, de l'offre, et la date d'effet du marché.

ARTICLE 2 – OBSERVATIONS / PROPOSITIONS DIFFERENTES :

Les variantes étant encadrées ne peuvent faire l'objet que d'une annexe au présent acte d'engagement avec une énumération précise et exhaustive prenant référence aux besoins à satisfaire de la Collectivité objet du dossier de consultation. Elles doivent être rédigées avec précision, numérotées et établies sur papier à en-tête joint au présent acte d'engagement (se reporter au règlement de consultation).

Nombre d'observations et /ou propositions différentes :

ARTICLE 3 – ENGAGEMENT

Le signataire de la présente proposition certifie avoir placé aux conditions ci avant l'intégralité du contrat.

Le signataire de la présente proposition engage la responsabilité de l'assureur qu'il représente sur cet engagement.

ARTICLE 4 – PAIEMENT

La personne publique se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit compte ouvert :

- Titulaire du compte :
(Ci-dessus : référence de la personne habilitée à percevoir le paiement)
- Nom de la Banque.....
- N° du compte.....Code banque.....Code Guichet.....
- Clé RIB.....Agence :

ARTICLE 5 – TARIFICATION

La prime annuelle Tous Frais Compris est réputée comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres ainsi que les frais d'émission de la police.

L'ASSUREUR S'ENGAGE AU MAINTIEN DES TAUX ET A NE PAS RESILIER LE MARCHE PENDANT 2 ANS.

Masse salariale retenue **505 054** € pour CNRACL

I-2-2-4-1- TAUX « AGENTS AFFILIES CNRACL » :

ASSIETTE RETENUE POUR L'INDEMNISATION :

⇒ A - DECES :

% (**) ☐ OUI ☐ NON

IJ 100%

⇒ B - ACCIDENTS IMPUTABLES AU SERVICE ET MALADIES PROFESSIONNELLES

FRANCHISE 0 J :

% ☐ OUI ☐ NON

⇒ C - CLM / CLD

FRANCHISE 0 JOUR :

% ☐ OUI ☐ NON

⇒ D - MALADIE ORDINAIRE, ACCIDENT DE LA VIE PRIVEE

FRANCHISE 0 JOUR :

% ☐ OUI ☐ NON

FRANCHISE 10 JOURS PAR ARRET :

% ☐ OUI ☐ NON

FRANCHISE 20 JOURS PAR ARRET :

% ☐ OUI ☐ NON

FRANCHISE 30 JOURS PAR ARRET :

% ☐ OUI ☐ NON

⇒ F - MATERNITE, PATERNITE, ADOPTION :

% ☐ OUI ☐ NON

⇒ I – REMUNERATIONS ACCESSOIRES

% ☐ OUI ☐ NON

⇒ J – CHARGES PATRONALES :

% ☐ OUI ☐ NON

(REELLES, SELON POURCENTAGE A INDIQUER PAR LE CANDIDAT)

II-2-2-4-2- PSE 1 TAUX « AGENTS AFFILIES IRCANTEC » :

ASSIETTE RETENUE POUR L'INDEMNISATION : 491 795 €

FRANCHISE MALADIE ORDINAIRE 0 J PAR ARRET	:	%	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
FRANCHISE MALADIE ORDINAIRE 10 J PAR ARRET	:	%	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
FRANCHISE MALADIE ORDINAIRE 20 J PAR ARRET	:	%	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON

Taux suivant options retenues par l'Etablissement au titre des :

Agents CNRACL (1) : % (1)

– Indemnités accessoires incluses : ☐ oui ☐ non

– Charges patronales incluses : ☐ oui ☐ non

Agents IRCANTEC (1) : %

– Indemnités accessoires incluses : ☐ oui ☐ non

– Charges patronales incluses : ☐ oui ☐ non

(1) Sera complété par l'Etablissement et doit correspondre au total des oui ci-dessus

ARTICLE 6 - MODALITES DE GESTION ET SUIVI DES SINISTRES

Ratio de solvabilité du porteur de risque de l'offre (sans mesure transitoire ni dérogatoire) :

Moyens de gestion :

Présence sur le territoire national d'un service de gestion des sinistres du porteur de risque

☐ oui – ☐ non

Présence sous 2j ouvrés d'un représentant du porteur du risque à la demande de l'acheteur public

☐ oui – ☐ non

Pour les porteurs du risque étrangers, indiquer le montant du chiffre d'affaires réalisé dans leur pays d'origine pour la branche responsabilités :

Délais de réponse :

Gestion du contrat :

Gestion dématérialisée : ☐ oui – ☐ non

Accessibilité de l'outil informatique

Contenu/possibilité de l'outil informatique pour la gestion du contrat

Gestion des sinistres :

Désignation d'un binôme de gestionnaires sinistres dédié : ☐ oui – ☐ non

Gestion dématérialisée des déclarations de sinistre : ☐ oui – ☐ non

Gestion et suivi dématérialisé des sinistres (transmission de pièces et informations) : ☐ oui – ☐ non

Contre-visites / contrôles médicaux :	<input type="checkbox"/> oui – <input type="checkbox"/> non
Détail (possibilités coûts selon que les garanties sont souscrites ou non) :	
Expertises :	<input type="checkbox"/> oui – <input type="checkbox"/> non
Détail (possibilités coûts selon que les garanties sont souscrites ou non) :	
Tiers payant des frais médicaux	<input type="checkbox"/> oui – <input type="checkbox"/> non
Accompagnement psychologique personnalisé	<input type="checkbox"/> oui – <input type="checkbox"/> non
Information par mail de règlement des dossiers sinistres :	<input type="checkbox"/> oui – <input type="checkbox"/> non
Délais de paiement :	
Un accord du porteur du risque est-il préalablement nécessaire :	<input type="checkbox"/> oui – <input type="checkbox"/> non
Si oui, à partir de quel montant de sinistre ? Accord sous combien de jours ?	
Information par mail de clôture des dossiers sinistres :	<input type="checkbox"/> oui – <input type="checkbox"/> non
Assistance juridique :	<input type="checkbox"/> oui – <input type="checkbox"/> non
Dont accompagnement au maintien dans l'emploi, le cas échéant reclassement (formations, bilan de compétences pendant un arrêt de travail pour raison de santé)	
Recours (si garantie acquise ou non)	<input type="checkbox"/> oui – <input type="checkbox"/> non
Prise en charge de transports (notamment VSL pour se rendre sur le lieu de travail)	<input type="checkbox"/> oui – <input type="checkbox"/> non
Prise en charge des médecines alternative au titre des « prestations en natures » B3	<input type="checkbox"/> oui – <input type="checkbox"/> non
Statistiques sinistres :	
Sinistralité détaillée annuellement	<input type="checkbox"/> oui – <input type="checkbox"/> non
Information sur le montant des recours (réel et provisionné) :	<input type="checkbox"/> oui – <input type="checkbox"/> non
Information sur le montant des provisions :	<input type="checkbox"/> oui – <input type="checkbox"/> non
Services associés :	
Réunion annuelle de présentation des résultats / travail sur les dossiers :	<input type="checkbox"/> oui – <input type="checkbox"/> non
Actions de prévention intégrées à l'offre :	<input type="checkbox"/> oui – <input type="checkbox"/> non
Formations	<input type="checkbox"/> oui – <input type="checkbox"/> non
Conseils en hygiène et sécurité	<input type="checkbox"/> oui – <input type="checkbox"/> non
Supports pédagogiques	<input type="checkbox"/> oui – <input type="checkbox"/> non
Evaluation des risques professionnels, réalisation du document unique	<input type="checkbox"/> oui – <input type="checkbox"/> non
Le Courtier, l'Agent, la Compagnie d'Assurances sont inscrits à l'ORIAS et agréés par l'ACPR Pour les risques énoncés dans les DCE des RS)	<input type="checkbox"/> oui – <input type="checkbox"/> non

ARTICLE 7 – DUREE DU MARCHE ET DELAIS

Le contrat est prévu pour une durée maximale de 48 mois à compter du 01/01/2023. Conformément à la circulaire du 24 décembre 2007 (JO du 10/04/2008), le contrat est d'une durée d'une année, il est reconductible 3 fois, sauf **dénonciation soit par le porteur de risque ou par le pouvoir adjudicateur à chaque échéance annuelle du 1^{er} janvier moyennant préavis de six mois par LR avec AR.**

FAIT EN UN SEUL EXEMPLAIRE ORIGINAL

A **LE**

REPONSE DE L'ADMINISTRATION

La présente offre est acceptée en ce qui concerne le marché Assurances de personnes
« Assurances des Risques Statutaires - CPV 66331000-9 »

Le présent acte d'engagement comporte les annexes énumérées en page 2 du présent acte d'engagement.

Ma signature fait du présent acte d'engagement la pièce principale du marché.

A

Le

Le représentant légal de la personne publique
Le MAIRE de la Commune de MARTILLAC

Le marché a été reçu par la Préfecture le :

NOTIFICATION DU MARCHE AU TITULAIRE

La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire. Elle consiste en la remise d'une photocopie conforme du marché au titulaire. Cette remise est opérée par lettre recommandée électronique avec accusé de réception via la plateforme www.marchespublics-aquitaine.org, et <https://www.martillac.fr>

III- Annexes

PERSONNEL

Service																
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P
		Service	Grade	Sexe H ou F	Code H=1	Code F=2	Né le 00/00/00	Age	TC/TP	Statut	CNRACL IRCANTEC	SFP suppl/famil	Traitement brut	Primes	Rémunération Totale	
2																
3	1			F			09/08/1980	42			CNRACL		24 913,95 €			
4	2			F			24/11/1964	58			CNRACL		10 286,72 €			
5	3			H			27/07/1971	51			CNRACL		22 043,04 €			
6	4			H			06/02/1984	38			CNRACL		21 593,16 €			
7	5			H			29/03/1975	47			CNRACL		22 689,72 €			
8	6			F			10/04/1971	51			CNRACL		20 876,13 €			
9	7			F							CNRACL		17 347,59 €			
10	8			F			14/12/1970	52			CNRACL		23 167,68 €			
11	9			F			12/11/1962	60			CNRACL		26 536,80 €			
12	10			F			11/04/1971	51			CNRACL		23 420,75 €			
13	11			F			28/11/1964	58			CNRACL		22 661,52 €			
14	12			H			17/04/1962	60			CNRACL		21 368,16 €			
15	13			F			07/01/1970	52			CNRACL		21 641,86 €			
16	14			H			04/10/1960	42			CNRACL		21 368,16 €			
17	15			F			11/11/1979	43			CNRACL		19 568,82 €			
18	16			H			17/04/1974	48			CNRACL		34 639,08 €			
19	17			F			01/10/1989	33			CNRACL		18 950,22 €			
20	18			F			03/07/1962	60			CNRACL		23 336,40 €			
21	19			F			08/08/1972	50			CNRACL		23 392,56 €			
22	20															
23	21															
24	22															
25	23															
26	24															
27	25															
28	26															
29	27															

ANTECEDENTS

ETAT DECLARATIF DE RISQUES - AGENTS CNRACL

MAIRIE - MARTILLAC (33)



Année	Maladie Ordinaire (MO)		Longue Maladie/Longue Durée (LM/LD)		Maternité (MAT)	Accident du travail (AT)			Décès (DC)	Effectif agents CNRACL
	Plein traitement	Demi traitement	Plein traitement	Demi traitement	Plein traitement	Plein traitement	Temps partiel thérapeutique	Nombre d'accidents	Nombre	
2019	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22
2020	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19
2021	12	0	0	0	0	0	0	0	0	19

Pour les accidents du travail, les frais médicaux s'élèvent à :

non assuré sur l'exercice :

2019	2020	2021
0 €	0 €	0 €

Informations sur les données	
Les données sont exprimées en jours déclarés sur l'exercice	
Les données sont arrêtées au :	05/06/2022

Informations contractuelles 2021	
Masse salariale assurée	587 723 €
Garanties assurées	AT-DC-LM/LD-MO-MAT-PAT
Franchises	MO 10ARR

Date, cachet et signature de la personne dûment habilitée au sein de la collectivité

LAARR : 16 jours de franchise par année
LAARR M : 16 jours de franchise par année arrondés à partir de 16 jours d'arrêt
LAARR M : 16 jours de franchise par année arrondés à partir de 16 jours d'arrêt

TITRE IV - ATTESTATION DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE

La compagnie d'assurance
dont le siège social est situé à
reconnait avoir reçu l'intégralité du cahier des charges correspondant
au lot n °
de
comportant :

REGLEMENT DE CONSULTATION

TITRE I - CAHIER DE CLAUSES PARTICULIERES

TITRE I - 1 - CLAUSES ADMINISTRATIVES

TITRE I - 2 - CLAUSES TECHNIQUES

I - 2 - 1 - PRESENTATION

I – 2 – 2 – GARANTIES, MONTANT, FRANCHISES

TITRE II - ACTE D'ENGAGEMENT

TITRE III – ANNEXES

TITRE IV – ATTESTATION DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE

NOM, SIGNATURE ET CACHET DU RESPONSABLE DU DOSSIER

A

LE